



DEPLACEMENTS DES PRESIDENTS DE LA MAISON EUROPENNE DES POUVOIRS LOCAUX FRANÇAIS A BRUXELLES

12 NOVEMBRE 2008

- 1- Déroulé de la journée
- 2- Présentation des rencontres
- 3- Note pour la rencontre avec Luc Van den Brande, Président du Comité des Régions
- 4- CV de Luc Van den Brande
- 5- Note pour la rencontre avec Hans Gert Pöttering, Président du Parlement européen
- 6- CV de Hans Gert Pöttering
- 7- Note pour la rencontre avec les députés européens français
- 8- CV des députés européens français rencontrés
- 9- Note pour l'échange avec Michel Delebarre, Premier Vice-président du Comité des Régions
- 10-CV de Michel Delebarre
- 11-Note pour la rencontre avec Danuta Hübner, Commissaire en charge de la politique régionale
- 12-CV de Danuta Hubner
- 13-Note pour la rencontre avec Jean-Pierre Jouyet, Ministre en charge des affaires européennes
- 14-CV de Jean-Pierre Jouyet



10/11/08

Déroulé du déplacement des Présidents* de la Maison européenne des pouvoirs locaux français Bruxelles, mercredi 12 novembre 2008

(*Jacques PELISSARD, AMF ; Claudy LEBRETON, ADF ; Michel DESTOT, AMGVF ;
Bruno BOURG-BROC, FMVM ; Martin MALVY, APVF)

- 9h45-10h25 :** Rencontre avec le Président du Comité des Régions, **Luc Van den Brande** au Comité des Régions
- 11h30-12h10 :** Rencontre avec le Président du Parlement européen, **Hans-Gert Pöttering** au Parlement européen
- 12h30-13h00 :** Rencontre à huis clos, députés européens français et les cinq Présidents
Députés européens : **Margie SUDRE** (PPE), **Joseph DAUL** (PPE), **Anne FERREIRA** (PSE), **Bernadette VERGNAUD** (PSE), **Jean-Marie BEAUPUY** (ALDE), **Marie-Hélène AUBERT** (Verts), **Gérard ONESTA** (Verts) à l'Hôtel Léopold
- 13h00-14h00 :** Déjeuner avec des députés européens français à l'Hôtel Léopold et les journalistes de la délégation
- 13h30-14h00 :** Echange avec le Premier vice-président du Comité des Régions, **Michel DELEBARRE** à l'Hôtel Léopold
- 14h15-15h10 :** Rencontre avec la Commissaire en charge de la politique régionale, **Danuta HÜBNER** à la Commission européenne
- 15h15-16h00 :** Conférence de presse à la Commission européenne
- 16h00-16h30 :** Rencontre avec le Ministre en charge des affaires européennes, **Jean-Pierre JOUYET** à la Commission européenne



PRESENTATION DE LA JOURNEE 12 NOVEMBRE 2008

Depuis la création de la Maison européenne des pouvoirs locaux français en 2005, les présidents des cinq associations membres : Jacques Péliissard (AMF), Claudy Lebreton (ADF), Michel Destot (AMGVF), Bruno Bourg-Broc (FMVM), et Martin Malvy (APVF) ont pris la décision de se rendre chaque année conjointement à Bruxelles. Ce rendez-vous politique de haut niveau permet de représenter et de porter les préoccupations et les revendications des collectivités territoriales françaises auprès de l'ensemble des institutions européennes.

Les président des cinq associations d'élus seront à Bruxelles le 12 novembre 2008 pour une journée d'échanges dont l'ordre du jour est le suivant.

9h45-10h15 : Rencontre avec le Président du Comité des Régions, Luc Van den Brande au Comité des Régions.

Objet de l'entretien : définition de la cohésion territoriale qui a un rôle important dans la diminution des disparités entre territoires ; principe de subsidiarité qui implique que la décision politique est le fruit de la concertation et de la coopération entre les différents niveaux de responsabilité politique.

11h30-12h00 : Rencontre avec le Président du Parlement européen, Hans-Gert Pöttering au Parlement européen

Objet de l'entretien : soutien des collectivités locales au Parlement européen dans la poursuite des négociations du paquet Energie/Climat avec le Conseil ; volonté de mieux travailler avec le Parlement européen et notamment en développant de nouvelles méthodes de concertation. Les collectivités locales pourraient apporter leur expertise et contribuer à l'élaboration d'une législation européenne plus soucieuse des réalités territoriales.

12h30-14h00 : Déjeuner avec des députés européens français et les cinq présidents.

Marie-Hélène Aubert (Verts), Jean-Marie Beaupuy (ALDE), Joseph Daul (PPE), Anne Ferreira (PSE), Gérard Onesta (Verts), Margie Sudre (PPE) et Bernadette Vergnaud (PSE).

Objet de l'entretien : explorer de nouvelles pistes de collaboration entre élus français du Parlement européen et associations d'élus locaux.

13h30-14h00 : échanges avec le premier vice-président du Comité des Régions, Michel Delebarre à l'Hôtel Léopold

14h15-15h00 : Rencontre avec la Commissaire en charge de la politique régionale, Danuta Hübner à la Commission européenne

Objet de l'entretien : réaffirmer auprès de la Commissaire européenne en charge de la politique régionale leur attachement à une politique de cohésion ambitieuse dotée d'un budget conséquent.

15h15-16h00 : Conférence de presse à la Commission européenne

16h-16h30 : Rencontre avec le Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet à la Commission européenne

Objet de l'entretien : débattre des avancées relatives aux trois dossiers prioritaires de la Maison européenne des pouvoirs locaux français pour la Présidence française de l'Union (la sécurisation du cadre juridique des services d'intérêt général, le soutien aux initiatives européennes en matière de développement durable et l'avenir de la politique de cohésion).



Rencontre avec Monsieur Luc Van Den Brande Président du Comité des Régions

Proposition d'ordre du jour :

- **Subsidiarité et gouvernance multi-niveaux**
- **Cohésion territoriale**

Rappel du contexte

Organe représentant les collectivités territoriales au niveau européen le plus proche des citoyens, le Comité des Régions est devenu un acteur majeur du processus décisionnel européen. Depuis 1994 date de sa création par le Traité de Maastricht, son rôle a été conforté tant sur le plan institutionnel (extension des champs de consultation obligatoire du Comité des Régions par le Traité d'Amsterdam) que dans la pratique.

L'affirmation du rôle du Comité des Régions et ses interactions avec le "triangle institutionnel" – Conseil, Commission, Parlement – participe à l'effort nécessaire d'une plus grande proximité de l'Union européenne avec les citoyens.

Les nouvelles dispositions du futur Traité de Lisbonne sont la traduction juridique de cette nouvelle ambition politique pour le Comité des Régions, au premier rang desquelles la reconnaissance de l'autonomie locale et régionale¹, l'intégration de la cohésion territoriale au titre des objectifs de l'Union européenne² et le renforcement du principe de subsidiarité³.

Subsidiarité et gouvernance multi-niveaux

L'objectif de bonne mise en œuvre du principe de subsidiarité d'une manière générale est lié à l'indispensable poursuite de la décentralisation.

La déclinaison de la subsidiarité en France, fait aujourd'hui des collectivités territoriales un acteur majeur dans la mise en œuvre des décisions européennes.

Ce qu'a rappelé le Comité des Régions au cours des Assises de la Subsidiarité qui se sont tenues le 24 octobre dernier au Sénat français.

Le Comité des Régions ajoute une dimension territoriale à la subsidiarité, gage de proximité avec les citoyens.

Le principe de subsidiarité est un principe de bonne gouvernance qui implique que la décision politique ne constitue pas l'exclusive d'un seul niveau de gouvernement, mais soit le fruit de la concertation et de la coopération entre les différents niveaux de responsabilité politique.

¹ Le traité dispose que « l'Union respecte l'égalité des États membres devant les traités ainsi que leur identité nationale, inhérente à leurs structures fondamentales politiques et constitutionnelles, y compris en ce qui concerne l'autonomie locale et régionale » (art.4).

² Intégration aux côtés de la cohésion économique et sociale (Art.3) (Rappel : un Livre vert sur la cohésion territoriale devrait paraître en 2008, afin de préciser ce concept).

³ Le Comité des Régions et les parlements nationaux pourront également saisir la Cour de justice de l'Union européenne, s'ils estiment que les dispositions relatives au principe de subsidiarité n'ont pas été respectées.



C'est ce qui caractérise le concept de gouvernance multi-niveaux que le Comité des Régions soutient.

L'objectif étant dans un premier temps de contribuer à l'amélioration de l'environnement législatif communautaire.

Et ce sont, plus particulièrement, les questions de renforcement des méthodes de consultation et d'évaluation d'impact, notamment territorial, liées à la production de cette législation qui se retrouvent au cœur du débat.

Ce positionnement rejoint celui, plusieurs fois réaffirmé, de la MEPLF quant à la capacité donnée aux pouvoirs locaux de contribuer à l'élaboration d'une norme européenne adaptée aux réalités de leurs interventions et à la meilleure réalisation de la cohésion sociale et territoriale, gages d'une Europe proche de ses citoyens.

Cohésion territoriale

Le livre vert sur « la cohésion territoriale » publié le 6 octobre dernier par la Commission, va offrir le cadre pour une réflexion politique élargie à la mise en œuvre de la subsidiarité par la gouvernance multi-niveaux.

Il ne s'agit plus seulement d'obtenir une législation adéquate.

Le concept de cohésion territoriale est issu d'un débat initié dans les années 90 autour de l'idée d'aménagement du territoire européen, qui a donné lieu à la production de documents d'orientation stratégiques tels que le Schéma de développement du territoire communautaire (SDEC), puis, plus récemment « l'Agenda Territorial ». Un pas est franchi puisque la cohésion territoriale intègre le Traité.

Pour le Comité des Régions qui a accompagné cette réflexion, ce concept est fondamental car il complète les dimensions sociale et économique de l'objectif de cohésion de l'Union Européenne.

Il doit notamment contribuer à soutenir et légitimer la politique de cohésion et par là appuyer essentiellement la réduction de disparités territoriales en renforçant la solidarité entre les territoires de l'Europe.

Le Comité des Régions insiste plus particulièrement sur le rôle fondamental des autorités locales et régionales dans la réalisation concrète de cet objectif. Cette position devrait être traduite dans l'avis en préparation et qui est porté par le Président de la Région Bretagne, Monsieur Jean-Yves Le Drian.

Propositions

Dans ce contexte, la MEPLF offre une expertise et une capacité de témoignage issu des territoires, qu'elle est prête à mettre au service des travaux du Comité des Régions.

- il s'agirait de s'inscrire dans le Réseau de suivi de la subsidiarité ?
- il s'agirait de contribuer au Dialogue structuré ?
- Quel plan d'action du Comité des Régions en 2009 et quelle apport de la part des pouvoirs locaux français ?



Quelques citations du Président Van Den Brande :

"Subsidiarité et proportionnalité sont des principes pour assurer la bonne gouvernance et non pas des instruments de bataille juridico-politique utilisés pour affirmer, en poids et en force, l'un ou l'autre niveau de gouvernement existant en Europe. "

« D'ores et déjà, mes rencontres avec les instances parlementaires britanniques, grecques, slovènes, belges, hongroises, croates, et celles prévues très prochainement en Espagne, Italie, Portugal, sans oublier le Sénat Français qui est un membre fondateur de notre réseau de monitoring de la subsidiarité, tracent la voie vers de méthodes de travail concertées, et j'espère bientôt institutionnalisés, entre le Comité des Régions et les parlements nationaux.... »

M. Luc Van den Brande, Président du Comité des Régions



- Né le 15 octobre 1945
- Profession : avocat
- Nationalité : Belge

Formation

- Docteur en droit (Université catholique de Louvain)
- Licencié en notariat (Université catholique de Louvain)

Carrière

- **Président du Comité des Régions** depuis le 6 février 2008
- Premier vice-président du Comité des Régions (2006-2008)
- Chef de la délégation belge du Comité des Régions (2000-2006)
- Vice-président du Comité des Régions (1994-1998 et 2000-2002)
- Président du Bureau de liaison Flandre-Europe (depuis 2006)
- Président du groupe du Parti populaire européen (PPE-CD) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (depuis 2005)
- Membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (depuis 2001)
- Membre de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (depuis 2001)
- Chef du groupe social-chrétien au Conseil interparlementaire consultatif du Benelux (depuis 2000)
- **Député** au Parlement flamand pour Malines-Turnhout (1995 et depuis 1999)
- Sénateur de communauté (depuis 1999)
- Président de la commission du Parlement flamand pour les affaires étrangères et européennes (1999-2004)
- Président de l'Assemblée des régions d'Europe (1996-2000)
- Vice-président de la commission du Parlement flamand pour les réformes institutionnelles et administratives et la fonction publique (1999-2004)
- **Ministre-président** et ministre de la politique extérieure, des affaires européennes et des sciences et technologies du Gouvernement flamand (1995-1999)
- **Ministre-président** de l'exécutif flamand et ministre communautaire des affaires économiques, des petites et moyennes entreprises, de la politique scientifique et des relations extérieures (1992-1995)
- Sénateur pour l'arrondissement de Malines-Turnhout (1991-1995)
- **Député** au Parlement flamand (1980-1995)
- **Ministre fédéral** de l'emploi et du travail (1988-1992)
- **Député** à la Chambre belge des représentants de Belgique pour Malines (1977-1991)
- Vice-président du CVP national (Parti social-chrétien) (1986-1988)
- Chef du groupe CVP (Parti social-chrétien) (1985-1988)
- Avocat au barreau de Malines (1970-1988)



NOTE PREPARATOIRE A L'ENTRETIEN DES PRESIDENTS MEPLF AVEC PRESIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN

Proposition d'ordre du jour

- Négociations du paquet énergie-climat
- Coopération entre Parlement européen et associations nationales d'élus

Paquet Energie Climat

Lors du Conseil européen de mars 2007, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont entendus pour diminuer d'ici 2020 (par rapport à 1990) de 20% les émissions de gaz à effets de serre et de porter à 20% la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie.

Pour ce faire, la Commission européenne a proposé en janvier 2008 le paquet énergie climat qui se compose de plusieurs propositions liées. Les plus importantes sont :

- Directive sur la répartition de la charge de CO2 par Etat
- Directive sur le nouveau système européen de quotas d'émission de CO2 (ETS)
- Directive sur les système de capture et stockage de CO2 (CSC)
- Directive sur les énergies renouvelables, dont 10% de biocarburants.

Plusieurs Etats (Italie et Pologne notamment) restent méfiants à l'égard du coût du paquet, trop important pour leurs secteurs industriels en difficulté, et ce tout particulièrement dans le contexte actuel de resserrement des financements.

Les Etats membres semblent de plus en plus frileux et réticents quant à l'adoption d'ici fin 2008 de ce paquet.

Lors du dernier Conseil européen, les chefs d'Etat et de gouvernement ont réitéré leur volonté de voir aboutir les négociations de ce paquet d'ici la fin de l'année.

Le Parlement européen quant à lui pousse dans l'adoption d'objectifs ambitieux. Il a décidé d'avancer son vote en plénière sur ce texte au 3 et 4 décembre. Prévu à l'origine pour la plénière de la troisième semaine (15-18) de décembre, ce vote anticipé signifie que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE devront tenir compte des opinions des co-législateurs de l'Union quand ils convoqueront le prochain sommet européen les 11 et 12 décembre à Bruxelles. Un vote en plénière après le sommet aurait pu mettre le Parlement dans une situation délicate. En effet, les accords du sommet nécessitent l'unanimité des votes, et pas simplement un vote à la majorité qualifiée. Une fois qu'un accord unanime est atteint, la marge de manœuvre du Parlement en terme d'ajustements pourrait être limitée, ce qui pourrait défaire le consensus décroché parmi les capitales nationales.

Le trilogue (négociations entre Parlement européen, Conseil, Commission) est engagé. Le Président du Parlement européen devrait annoncer les premiers résultats de ces négociations aux Présidents.

Proposition de position de la MEPLF :

La Présidence française de l'Union européenne a fait de la négociation de ce paquet une priorité. Le but est d'obtenir un accord politique d'ici fin décembre 2008, pour aborder le sommet de Poznan et de Copenhague en tant que leader en terme de lutte contre le changement climatique.



Le soutien des initiatives en matière de développement durable, en cohérence avec le Grenelle de l'environnement est une priorité pour la Maison européenne des pouvoirs locaux français.

Les associations soutiennent la position du Parlement européen ainsi que la volonté de la présidence française d'aboutir à un accord sur ce texte.

Les points problématiques concernent entre autres :

- répartition de la charge de CO2 par Etat, certains Etats contestent la date de référence (1990) et la méthode de calcul.
- l'affectation des ressources liées aux système européen d'émission de CO2. Les eurodéputés veulent que les fonds soient utilisés pour investir, entre autres, dans les technologies relatives au changement climatique, avec au moins 50 % de l'argent destiné aux pays en développement. La plupart des Etats membres estiment qu'il n'est pas du ressort de Bruxelles de décider des modalités d'utilisation des fonds.
- les financements initiaux importants nécessaires pour des sites de démonstration de CSC
- les 10% de biocarburants en période de crise alimentaire

Coopération entre Parlement européen et associations nationales d'élus

Les associations de collectivités souhaiteraient être mieux associées à l'élaboration de la législation.

Des fiches d'impact territoriales devraient être rédigées pour chaque nouvelle norme.

Les collectivités et les élus de terrain peuvent apporter leur expertise et contribuer à l'élaboration d'une législation européenne plus soucieuse des réalités territoriales.

Des méthodes de concertation devraient être développées associant Parlement européen et associations de collectivités locales.

Toujours de manière concertée, une réflexion sur des compensations financières liées à la mise en place de nouvelles normes ainsi que sur un calendrier plus souple adapté aux réalités du terrain devrait être menée.

M. Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen



- Né le 15 septembre 1945
- Profession : enseignant
- Nationalité : Allemand
- Membre du Parti populaire Européen

Formation

- Premier examen d'État en droit (1973)
- Doctorat de sciences politiques (1974)
- Deuxième examen d'État en droit (1976)

Carrière

- **Président du Parlement européen** depuis le 16 janvier 2007
- **Député au Parlement européen** depuis sa première élection au suffrage direct (1979)
- **Président du groupe du Parti populaire européen** (Démocrates-chrétiens) et des Démocrates européens (PPE-DE) au Parlement européen (1999-2007)
- Vice-président du groupe PPE au Parlement européen (1994-1999)
- Responsable du groupe de travail "élargissement de l'Union européenne" du PPE et du groupe PPE (1996-1999)
- Responsable du groupe de travail "conférence intergouvernementale de 1996" du PPE et du groupe PPE, dont les propositions ont été à l'origine de la position du PPE sur le traité d'Amsterdam (1994-1996)
- Président de la sous-commission "sécurité et défense" du Parlement européen (1984-1994)
- Membre du comité directeur et du bureau fédéral de la CDU
- Président de la CDU pour l'arrondissement d'Osnabrück (depuis 1990)
- Président de l'Europa-Union d'Allemagne (1997-1999)
- Président de l'Europa-Union de Basse-Saxe (1981-1991)
- Porte-parole pour la politique européenne de la Junge Union de Basse-Saxe (1976-1980)
- Président de la section CDU de la communauté de communes de Bersenbrück (1974-1980)
- Président de la Junge Union pour l'arrondissement d'Osnabrück (1974-1976)

Distinctions (entre autres)

- Sénateur européen d'honneur
- Élu député européen de l'année 2004 par le journal European Voice
- Médaille Schuman du groupe PPE
- Croix de commandeur de l'ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne

NOTE PREPARATOIRE A L'ENTRETIEN DES PRESIDENTS MEPLF AVEC LES DEPUTES EUROPEENS FRANÇAIS

Proposition d'ordre du jour :

- Textes d'actualité européenne
- Pistes de meilleure concertation entre les députés européens français et les associations d'élus

Textes d'actualité européenne

Développement durable/énergie/changement climatique

- Paquet énergie/climat
- Directive Sols est bloquée au Conseil

Parmi les grandes mesures proposées par le projet de directive : les Etats devraient, dans un délai de sept ans après la transposition en droit national, recenser les zones à risques (d'érosion, de glissement de terrain...) et proposer un programme destiné à réduire ces risques. Obligés de recenser les zones contaminées présentant un risque pour la santé dans un inventaire national public, les Etats devraient mettre en place un programme d'assainissement dans les 7 ans qui suivent la transposition de la directive. Le texte propose aussi que l'acheteur potentiel d'un site recensé soit informé des activités antérieures menées sur le site. Il revient aux Etats de déterminer les mesures spécifiques les plus adaptées aux niveaux géographique et administratif les plus appropriés.

Plusieurs pays soutiennent que la protection des sols ne relève que de leurs droits nationaux. La France s'oppose à un nouveau recensement des sites potentiellement pollués, puisque de tels registres existent déjà en France. Elle souhaite aussi pouvoir continuer à dépolluer ses sites ou commencer la dépollution d'autres sites sans attendre de créer de nouveaux registres. Elle déplore que les retours d'expériences des Etats membres n'aient pas été pris en compte dans ce texte

Politique régionale

- Livre vert sur la cohésion territoriale et état d'avancement du débat sur la future réforme de la politique de cohésion

Le Parlement en général trouve que le texte proposé par la Commission européenne n'est pas assez ambitieux et ne fournit pas de définition sur laquelle débattre. Le Parlement européen va donc tenter d'en fournir une.

- Dimension urbaine de la politique de cohésion dans la nouvelle période de programmation
- Gouvernance et partenariat aux niveaux national et régional, et base pour des projets dans le domaine de la politique régionale

Ce rapport de Jean-Marie Beaupuy propose 37 nouvelles mesures destinées à améliorer la gouvernance multi-niveaux, parmi elles la création d'un Erasmus des élus locaux. Le projet pilote dispose d'une ligne budgétaire de 2 millions d'euros.

Citoyenneté

- Dialogue actif avec les citoyens sur l'Europe



Après avoir constaté les résultats et l'expérience acquise à la suite du Plan D et notamment de l'impact des initiatives lancées auprès et avec les citoyens, la Commission estime que le développement de la **démocratie participative sur des questions en rapport avec l'UE** est utile et nécessaire que ce soit aux plans local, régional, national ou transnational. Le Plan D avait notamment mis en lumière les attentes des citoyens dans des domaines aussi divers que les affaires sociales, l'éducation, la diplomatie et la défense. L'objectif maintenant est de déterminer une stratégie destinée à répondre à ces attentes et de développer un cadre de communication et de dialogue adapté entre l'Union et ses citoyens.

Social

- Agenda social renouvelé

Ce paquet social se compose de 19 initiatives dans les domaines de l'emploi et des affaires sociales, de l'éducation et de la jeunesse, de la santé, de la société de l'information et des affaires économiques. Notamment :

- Une nouvelle directive sur les comités d'entreprise européens cherche à renforcer le droit à l'information et à la consultation des travailleurs lorsque leur entreprise est touchée par des restructurations.
- Une nouvelle directive de lutte contre les discriminations a été proposée : ce texte est conforme aux vœux des députés européens qui ont longuement insisté pour que la proposition de la Commission ne se limite pas seulement aux discriminations liées au handicap et sur le lieu de travail.

Actuellement la législation communautaire n'assure une protection contre la discrimination en dehors du lieu du travail qu'à partir du moment où cette discrimination est fondée sur le sexe ou l'origine ethnique. La non discrimination envers les personnes handicapées relève du principe de l'accessibilité pour tous, couplé avec le principe d'«aménagement raisonnable».

Pour les autres discriminations (orientation sexuelle, âge et religion), les Etats membres demeureront libres de maintenir des mesures garantissant la laïcité ou concernant le statut et les activités d'organisations religieuses. La directive n'aura aucun effet sur des pratiques largement admises, telles que les réductions (par exemple sur les titres de transport) ou les restrictions (liées à la vente de tabac par exemple) accordées aux seniors ou aux jeunes. Les organismes nationaux chargés des questions d'égalité, telle que la HALDE en France (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité), continueront de conseiller les victimes de discrimination. Les organisations de la société civile auront toujours la possibilité d'aider les victimes dans leurs démarches administratives.

- Directive temps de travail

Le texte voté au Conseil fixe la durée maximale du temps de travail à 48 heures par semaine avec une clause d'opt out qui permet aux travailleurs individuels de travailler plus s'ils le désirent, mais pas plus de 60 heures par semaine sauf si les conventions collectives nationales le permettent. Un plafond maximum de 65 heures par semaine sera applicable pour les travailleurs dont le temps de garde inactif est considéré comme du temps de travail.

Le Conseil a distingué le « temps de garde actif » considéré comme temps de travail, du « temps de garde inactif » qui n'est pas assimilé à un temps de repos et qui peut être considéré comme du temps de travail si le droit national ou les conventions collectives le



permettent.

L'opt out n'est possible que sous certaines conditions. Le texte affirme que les travailleurs qui ne souhaitent pas bénéficier de l'opt out ou qui décident de mettre fin à ce régime ne peuvent être sanctionnés. Cette directive sera discutée en deuxième lecture au Parlement européen à l'automne et les débats s'annoncent vifs.

- Droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers

Les soins de santé sont exclus de la directive Services, aussi font ils l'objet d'un texte spécifique.

Cette directive vise à protéger les patients en leur permettant de se faire soigner dans n'importe quel pays de l'UE et de se faire rembourser par l'organisme de sécurité sociale de leur pays d'origine sur le taux de remboursement en vigueur dans leur pays d'origine. Ce texte interdit la discrimination liée à la nationalité.

En cas de soins hospitaliers, les patients devront demander une autorisation préalable à leur organisme de sécurité sociale. Ce n'est pas le cas pour les soins non hospitaliers.

La directive assure en outre une meilleure information des patients. Le projet de directive demande aux Etats membres d'établir des points de contact nationaux pour les soins de santé transfrontaliers et d'informer les citoyens de leur droit à recevoir des soins à l'étranger.

La discussion autour de ce texte qui ouvre de nouveaux droits aux patients européens sera particulièrement délicate, car la directive pourrait conduire à des déséquilibres dans les pays bénéficiant des systèmes de soin les plus performants, la France en particulier. Ces nouveaux droits ne sauraient être établis sans une réflexion approfondie sur la juste répartition entre Etats membres du coût de ces mesures, pour les CHU français notamment, qui font face aujourd'hui à des difficultés structurelles

Transports

En attente d'une proposition de la Commission européenne sur le plan d'action mobilité urbaine qui fait suite au Livre Vert auquel les associations ont contribué.

M. Joseph Daul, Président du groupe PPE-DE au Parlement européen



- Né le 13 avril 1947
- Profession : agriculteur
- Nationalité : Français
- Membre du Parti populaire européen

Formation

- Études agricoles
- Diplômé de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN)

Carrière


- **Député au Parlement européen** (depuis 1999)
 - **Président du groupe PPE-DE** au Parlement européen (depuis 2007)
 - Membre de la conférence des présidents
 - Membre de la commission de l'agriculture et du développement rural
 - Membre suppléant de la commission du commerce international
 - Membre suppléant de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE
 - Président de la commission de l'agriculture et du développement rural du PE (2002-2004)
 - Président de la commission de l'agriculture et du développement rural du PE (2002-2004)
 - Président de la Conférence des présidents des commissions du PE (2002-2004)
- Président du groupe Viande du Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne (COPA) (1996-1999)
- Membre du Comité économique et social (1980-1982)
- **Maire** de Pfettisheim (1989-2002)
- Adjoint au maire de Pfettisheim (depuis 2002)

Distinctions

- Chevalier de la Légion d'honneur
- Chevalier de l'ordre national du Mérite
- Officier du Mérite agricole

Mme Margie Sudre, Députée européenne



- Née le 17 octobre 1943
- Profession : médecin
- Nationalité : Française
- Membre du Parti populaire européen 

Formation

- Spécialisation en anesthésie-réanimation (1976)
- Doctorat en médecine (1977)

Carrière


- **Députée au Parlement européen** (depuis 1999)
 - Membre de la commission du développement régional
 - Membre de la commission de la pêche
 - Membre de la délégation à la commission de coopération parlementaire UE-Russie
 - Membre suppléante de la commission des pétitions
 - Membre suppléante de la délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)
 - Membre suppléante de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE
- **Présidente du Conseil régional de la Réunion** (1993-1998)
- **Secrétaire d'État** chargé de la francophonie (1995-1997)
- Anesthésiste-réanimateur à la clinique Jeanne d'Arc (La Réunion) (1977-1995)
- Anesthésiste-réanimateur remplaçant (1971-1977)

Distinction

- Chevalier de la Légion d'honneur (1999).

Mme Anne Ferreira, Députée européenne




- Née le 18 mars 1961
- Profession : professeur des écoles
- Nationalité : Français
- Membre du Parti socialiste européen 

Carrière

- **Députée au Parlement européen** (depuis 2000)
 - Membre de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire
 - Membre de la délégation pour les relations avec l'Afrique du Sud
 - Membre suppléante de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
 - Membre suppléante de la commission temporaire sur le changement climatique
 - Membre suppléante de la délégation aux commissions de coopération parlementaire UE-Kazakhstan, UE-Kirghizistan et UE-Ouzbékistan et pour les relations avec le Tadjikistan, le Turkménistan et la Mongolie
- **Vice-présidente du Conseil général de l'Aisne** (1998 – 2004)
- Professeur d'école (1981-1999).

Mme Bernadette Vergnaud, Députée européenne



- Née le 16 septembre 1950
- Profession : enseignante
- Nationalité : Française
- Membre du Parti socialiste européen 

Formation

- Licence d'espagnol (1972)
- Licence de portugais (1973)
- Maîtrise (langues latines et latino-américaines) (1974)

Carrière

- **Députée au Parlement européen** (depuis 2004)
 - Membre de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs
 - Membre de la délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine
 - Membre suppléante de la commission de l'agriculture et du développement rural
 - Membre suppléante de la commission des droits de la femme et de l'égalité des genres
 - Membre suppléante de la délégation pour les relations avec les pays du Mashrek
 - Membre suppléante de la délégation pour les relations avec le Mercosur
 - Membre suppléante de la délégation à l'Assemblée parlementaire euroméditerranéenne
- Membre du Conseil national des femmes (depuis 2004)
- Membre du bureau du Conseil des femmes (depuis 2004)
- **Adjointe au maire de Poitiers**, chargée de l'enseignement et de la restauration scolaire (depuis 2001)
- Secrétaire départementale pour la Vienne, responsable des droits de la femme (depuis 1997)
- Membre de la commission nationale des femmes (depuis 1997)
- **Conseillère régionale de Poitou-Charentes** (1998-2004)
- Conseillère municipale de Poitiers (1995-2001)
- Intendante universitaire (1976-2004)
- Surveillante dans l'Éducation nationale (1972-1975)

Mme Marie-Hélène Aubert, Députée européenne



- Née le 16 novembre 1955
- Profession : enseignante
- Nationalité : Française
- Membre du Groupe des Verts/Alliance libre européenne

Formation


- Licences d'anglais et de lettres modernes à l'université de Tours (1976)
- Maîtrise et CAPES de lettres modernes à l'université de Tours (1977)

Carrière

- **Députée au Parlement européen** (depuis 2004)
 - **Vice-présidente du groupe des Verts/Alliance libre européenne**
 - Vice-présidente de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE
 - Membre de la commission de la pêche
 - Membre suppléante de la commission du développement
 - Membre suppléante de la commission de l'agriculture et du développement rural
 - Membre suppléante de la délégation à la commission parlementaire mixte UE-Turquie
- **Porte-parole nationale des Verts** (2003-2004).
- **Députée** à l'Assemblée nationale (1997-2002)
 - Vice-présidente de l'Assemblée nationale (2001-2002)
 - Membre de la commission des affaires étrangères
- **Conseillère régionale** et membre de la commission de l'environnement du conseil régional du Centre (1992-1998)
- Professeur de français (1978-1984)
- Documentaliste (1984-1993 et 2003-2004)

M. Gérard Onesta, Député européen



- Né le 5 août 1960
- Profession : architecte
- Nationalité : Français
- Membre du Groupe des Verts/Alliance libre européenne 

Formation


- Diplôme d'architecte (1984)

Carrière

- **Député au Parlement européen** (1991 – 1994 et depuis 1999)
 - **Vice-président du Parlement européen** (depuis 1999)
 - Vice-président du Bureau du Parlement européen
 - Membre de la commission des budgets
 - Membre de la délégation pour les relations avec le Mercosur
 - Membre suppléant de la commission des affaires constitutionnelles
 - Membre suppléant de la délégation pour les relations avec les pays de la Communauté andine
- Membre du Conseil national des Verts (1987-1999)
- Porte-parole national des Verts (1994-1995)
- Fondateur de la Fédération des jeunes écologistes européens (1988)
- Dirigeant d'une agence d'architecture (1985-1999)

M. Jean-Marie Beaupuy, Député européen



- Né le 28 novembre 1943
- Nationalité : Français
- Membre du Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe 

Formation

- Diplômé de l'École supérieure des sciences commerciales d'Angers (ESSCA);

Carrière


- **Député au Parlement européen** (depuis 2004)
 - Président de l'intergroupe Urban-Logement du Parlement européen (depuis 2005)
 - Membre de la commission du développement régional
 - Membre de la délégation pour les relations avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande
 - Membre suppléant de la commission de l'emploi et des affaires sociales
 - Membre suppléant de la délégation pour les relations avec les pays de la Communauté andine
 - Membre suppléant de la délégation pour les relations avec l'Inde
- **Conseiller municipal** de Reims depuis 1983 (dont adjoint au maire de 1983 à 1995, puis de 2001 à 2008)
- **Conseiller Général** de la Marne (1979-2004)
- **Vice-président du Conseil général** de la Marne responsable des affaires sociales (1992-1998)
- *Président de l'hôpital psychiatrique de la Marne (1998-2004)*
- 1^{er} vice-président de l'agence d'urbanisme de la région de Reims (1998-2004)
- Directeur fondateur de la société Stratégie Formation (1975)

Distinction

- Chevalier de l'ordre du Mérite

Mme Nathalie Griesbeck, Députée européenne



- Née le 24 mai 1956
- Profession : enseignante
- Nationalité : Française
- Membre du Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe 

Formation

- DEA d'histoire du droit (1981)
- DEA de droit public (1980)
- Maîtrise de droit public (1979)

Carrière

- **Députée au Parlement européen** (depuis 2004)
 - Vice-président de l'intergroupe Famille et protection de l'enfance
 - Rapporteur permanent pour les fonds structurels au sein de la commission des budgets du Parlement européen (depuis 2005)
 - Membre de la commission des budgets
 - Membre de la délégation pour les relations avec le Mercosur
 - Membre de la délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine
 - Membre suppléante de la commission des transports et du tourisme
 - Membre suppléante de la délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)
- **Vice-président de l'Union des conseillers généraux de France** (depuis 2005)
- Membre du bureau politique national et du comité exécutif de l'UDF puis du MoDem (depuis 2004)
- **Conseiller général de la Moselle** - canton Metz III (depuis 1988)
- **Vice-président de la Communauté d'agglomération de Metz Métropole** (CA2M), chargée du développement économique (2001-2004)
- Présidente nationale de Transcité (2001-2003)
- Présidente de l'OPAC de Metz (1995-2001)
- **Conseiller municipal de Metz** (1983-1995), premier adjoint au maire de Metz (1995-2001), puis adjoint au maire de Metz chargée des finances et du développement économique (2001-2004)
- Présidente de l'Hôtel de Gournay de Metz (1987-2004)
- Commandant de réserve interarmées
- Maître de conférences en droit public à l'université de Metz

Distinction

- Officier de l'ordre national du Mérite
- Chevalier dans l'ordre des Palmes académiques



Note préparatoire à l'échange avec le Premier Vice Président du Comité des Régions, Michel Delebarre

Lors de la dernière réunion de la délégation française du comité des Régions, Michel Delebarre et Jean-Louis Destans ont soumis au Ministre en charge des affaires européennes une liste de propositions destinées à améliorer le débat et la concertation entre le Parlement français, les députés européens français et la délégation française du Comité des Régions.

Ces propositions sont les suivantes :

- Des échanges de vues rassemblant délégations françaises du Comité des Régions, de l'Assemblée Nationale, du Sénat et du Parlement européen pourraient être organisés à la mi mars et à la mi octobre sur les priorités de la Présidence à venir
- Les auditions de membres du Comité des Régions par les commissions affaires européennes de l'Assemblée Nationale et du Sénat pourraient être plus fréquentes
- Meilleur suivi de l'impact de la législation européenne pourrait être effectué en y associant les associations d'élus locaux français : ARF, ADF et AMF
- La CNE pourrait auditionner des membres du Comité des Régions lorsque les sujets européens seront à l'ordre du jour
- Le SGAE pourrait aussi auditionner plus fréquemment des membres du Comité des Régions
- Le SGAE pourrait envoyer aux membres de la délégation française du Comité des Régions des fiches d'impact à l'instar de ce qu'il fait pour les députés européens.
- Des échanges de vue entre membres français du Parlement européen, du Comité des Régions et la Représentation Permanente de la France devraient être organisés.

M. Michel Delebarre, Premier Vice-président du Comité des Régions



- Né le 27 avril 1946
- Profession : préfet
- Nationalité : Français
- Membre du Parti socialiste

Formation

- Diplômé d'études supérieures de géographie

Carrière

- **Premier Vice-président du Comité des Régions** (depuis février 2008)
- **Président du Comité des Régions** (2006 – 2008)
- **Député** du Nord (1986 – 1988, 1997 – 1998, depuis 2002)
 - Membre de la commission des affaires étrangères
 - Membre de la commission chargée des affaires européennes
- **Maire** de Dunkerque (depuis 1989)
- Président de la Communauté Urbaine de Dunkerque (1999 - 2008)
- **Président du Conseil régionale** du Nord-Pas de Calais (1998 – 2001)
- Vice-président du Conseil régional du nord-Pas de Calais (1986 – 1998)
- **Ministre d'Etat**, ministre de la fonction publique et des réformes administratives (1992 – 1993)
- **Ministre d'Etat**, ministre chargé de la ville et de l'aménagement du territoire (1991 – 1992)
- **Ministre d'Etat**, ministre de la ville (1990 – 1991)
- **Ministre** de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (1989 – 1990)
- **Ministre** des transports et de la mer (1988 – 1989)
- **Ministre** des affaires sociales et de l'emploi (1988)
- **Ministre** du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (1984 – 1986)

NOTE PREPARATOIRE A L'ENTRETIEN DES PRESIDENTS MEPLF AVEC LA COMMISSAIRE DANUTA HUBNER EN CHARGE DE LA POLITIQUE REGIONALE

L'avenir de la politique de cohésion est une des trois priorités de la Maison européenne des pouvoirs locaux français pour la Présidence française.

Proposition d'ordre du jour :

- **Les débats sur l'avenir de la politique de cohésion**
- **Le Livre vert cohésion territoriale**

Les débats sur l'avenir de la politique de cohésion

La position commune des associations membres de la Maison européenne (remise à la Commission) est la suivante :

1. SOUTIEN A LA POLITIQUE DE COHESION ECONOMIQUE ET SOCIALE

La politique de cohésion a contribué au développement des régions et à leur croissance. Comme le met en évidence à juste titre le quatrième rapport sur la cohésion économique et sociale: « Entre 1995 et 2004, le nombre de régions au PIB par habitant inférieur à 75% de la moyenne de l'UE a baissé de 78 à 70 et celui des régions au PIB inférieur à 50% de la moyenne de l'UE est tombé de 39 à 32. » Le rôle de la politique régionale dans la croissance de ces régions est donc indéniable.

Cette politique joue le rôle de levier pour des fonds publics et privés et, sans elle, de nombreux projets qui ont contribué à la croissance de l'Union et à la création d'emplois n'auraient jamais pu voir le jour.

La politique de cohésion est importante pour toutes les régions car, depuis la fin du zonage, elle bénéficie pratiquement à l'ensemble du territoire européen et permet un développement polycentrique de l'Union. La politique de cohésion apporte une valeur ajoutée certaine par rapport à des politiques qui ne seraient menées qu'au niveau national, régional ou local.

Cette politique exprime concrètement la solidarité inter-régionale et inter-territoriale en Europe. Son importance ne devrait plus être à démontrer puisqu'elle participe pleinement à l'objectif de cohésion territoriale de l'Union consacré par le Traité de Lisbonne.

2. SOUTIEN A UN BUDGET AMBITIEUX

Les associations membres de la Maison européenne des pouvoirs locaux français réitèrent leur souhait de voir maintenir, au-delà de 2013, une politique de cohésion dotée de fonds suffisants pour le financement de ses missions.

Pour assurer pleinement une réelle solidarité entre les régions, la part relative du budget dédiée à la politique régionale devrait augmenter.⁴

⁴ En 2013, la part du budget consacrée à la politique régionale représentera 0,35% du PIB de l'Union, soit le même niveau qu'en 1990.



3. SOUTIEN AU MAINTIEN DE L'OBJECTIF COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Les associations membres de la Maison européenne des pouvoirs locaux français souhaitent aussi voir le maintien de l'objectif compétitivité et emploi⁵.

De larges efforts ont déjà été consentis par les régions objectif compétitivité et emploi puisque la réduction des fonds alloués entre les périodes 2000-2006 et 2007-2013 a déjà été plus conséquente pour ces territoires.

La politique régionale doit pourtant continuer à assurer un développement harmonieux de l'Union en aidant à la fois les territoires les plus défavorisés à combler leur retard de développement et en soutenant les territoires les plus avancés pour qu'ils restent compétitifs et capables d'anticiper de futurs défis.

Les territoires les plus dynamiques qui bénéficient de l'objectif compétitivité et emploi sont aussi les régions qui concourent le plus à la poursuite des objectifs de la stratégie de Lisbonne qui veut faire de l'Union l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde.

Une répartition de la politique de cohésion sur l'ensemble des territoires offre l'opportunité de limiter les disparités infrarégionales.

Certaines régions ont de faibles potentiels de croissance et n'entrent cependant pas dans l'objectif de convergence ; elles ont besoin, pour renforcer leur attractivité et leur dynamisme, de l'objectif compétitivité et emploi.

Les régions d'objectif compétitivité régionale et emploi ont en effet également besoin des fonds structurels pour assurer la pérennité de leur développement.

Les régions les plus défavorisées doivent bénéficier d'une attention accrue, cependant la politique de cohésion ne doit pas abandonner des territoires qui regroupent la majorité de la population de l'Union.

4. UN FLECHAGE MOINS RESTREINT

La définition de « fléchage » doit être remaniée et évaluée.

Les associations membres de la Maison européenne des pouvoirs locaux français soutiennent les objectifs de la stratégie de Lisbonne. Cependant si la politique de cohésion participe à la réalisation de ces objectifs, elle ne peut se cantonner à ceux-ci. La fort taux de fléchage : 65% dans les régions objectif convergence et 80% dans les régions objectif compétitivité et emploi a forcé plusieurs territoires à abandonner des projets structurants car ils n'entraient pas dans la définition stricte du fléchage.

5. REFUS D'UNE RENATIONALISATION ET GOUVERNANCE

Les associations membres de la Maison européenne des pouvoirs locaux français s'opposent à une renationalisation de la politique régionale .

⁵ La France métropolitaine et la Corse sont des régions « compétitivité et emploi ».



Elles rappellent l'importance de bien associer villes et départements aux négociations. En effet, leur proximité avec les citoyens, leur légitimité démocratique, leur expérience et leur connaissance des enjeux territoriaux sont des atouts considérables qui pourraient être mobilisés pour la mise en œuvre de la politique de cohésion. Une plus grande participation de leur part permettrait aussi de mieux articuler et coordonner l'ensemble des fonds publics.

La gouvernance multi-niveaux doit être renforcée et améliorée et le principe de partenariat inscrit dans les règlements respecté.

Le Livre Vert sur la cohésion territoriale

Le Traité de Lisbonne place la cohésion territoriale comme objectif de l'Union au même titre que la cohésion économique et sociale.

Aucune définition communautaire de ce concept n'existe. La Commission européenne a publié le 6 octobre dernier un livre Vert qui ouvre des pistes de réflexions et s'ouvre sur toute une série de questions destinées à lancer le débat public sur cette notion.

La Commission appelle les différentes parties prenantes à répondre à la consultation publique ouverte jusqu'au 28 février 2009.

Les associations vont répondre à cette consultation.

La cohésion territoriale doit être transversale à l'ensemble des politiques de l'Union. Elle ne consiste pas à compléter la politique de cohésion par des politiques spécifiques à certaines zones (côtières, de montagne, faiblement peuplée...).

Pour réaliser cet objectif, des fiches d'impact territorial doivent être réalisées.

La cohésion territoriale se définit entre autres par :

Egalité des chances pour tous les citoyens,
Egal accès des citoyens de tous les territoires à des services publics locaux de qualité,
Disparition des disparités entre territoires.

Il n'existe pas d'échelle unique de mise en place de cohésion territoriale, ni d'acteurs unique. La gouvernance multi-niveaux et multi-acteurs doit s'appliquer.

Mme Danuta Hübner, Commissaire européenne en charge de la politique régionale



- Née le 8 avril 1948
- Profession : enseignante
- Nationalité : Polonaise

Formation

- MSc en économie, Warsaw School of Economics (École centrale de la planification et de la statistique) (1971)
- Ph. D. (doctorat) en économie, Warsaw School of Economics, Varsovie (1974)
- Diplôme postdoctoral en relations commerciales internationales, Warsaw School of Economics, Varsovie (1980)

Carrière

- **Membre de la Commission européenne** depuis le 1^{er} mai 2004
- **Ministre** des affaires européennes de Pologne (2003 – 2004)
- Chef de bureau au comité pour l'intégration européenne et secrétaire d'État, ministère des affaires étrangères de la Pologne (2001 – 2003)
- Secrétaire générale adjointe et secrétaire exécutive, Commission économique des Nations unies pour l'Europe (2000 – 2001)
- **Conseiller économique du président de la République de Pologne** (1998 – 2001)
- Secrétaire exécutive adjointe, Commission économique des Nations unies pour l'Europe (1998 – 2000)
- **Chef de la Chancellerie du président de la République de Pologne**, avec rang de ministre (1997 – 1998)
- Plénipotentiaire du gouvernement pour la création du comité pour l'intégration européenne (KIE), puis secrétaire du KIE avec le rang de secrétaire d'État et chef du bureau du comité pour l'intégration européenne (UKIE) (1996 – 1997)
- Négociatrice principale pour l'adhésion à l'OCDE (1995 – 1996)
- **Sous-secrétaire d'État**, ministère de l'Industrie de Pologne (1994 – 1996)



Note préparatoire à la rencontre avec le Secrétaire d'Etat en charge des affaires européennes Jean-Pierre Jouyet

Proposition d'ordre du jour :

- Etat des lieux des engagements pris ensemble
- **Le 3 octobre 2007, 1^{ère} rencontre** des Président de la MEPLF avec Monsieur Jean-Pierre JOUYET, Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes

Les thèmes discutés à cette occasion :

- les dossiers prioritaires de la MEPLF : la sécurisation juridique des SIEG, l'avenir de la politique de cohésion, les enjeux du développement durable
 - le renforcement de la participation des collectivités territoriales au processus décisionnel européen
- **le 4 juin 2008**, rencontre avec M. Denis Simonneau, le représentant du Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, à l'occasion de la conférence de presse donnée par la MEPLF pour le démarrage de la présidence française de l'Union Européenne, au cours de laquelle les 5 Présidents réaffirment leurs positions.

Etat des lieux des engagements pris ensemble

A près d'un mois et demi de l'achèvement de la Présidence Française de l'Union Européenne il s'agit d'envisager les conditions de la poursuite de ce dialogue.

- **Renforcement de la participation des associations nationales de collectivités territoriales au processus de décision français sur les questions européennes**

La MEPLF réaffirme le souhait de voir les associations mieux associées aux débats européens.

Pour cela :

- 1-** Nous demandons une consultation officielle des associations d'élus avant la définition de la position française au Conseil sur les dossiers qui nous concernent
- 2-** Nous voulons que les questions européennes soient effectivement à l'ordre du jour des Conférences Nationales des Exécutifs, comme le Premier Ministre s'y est engagé en personne
- 3-** Nous voulons avoir un droit de saisine par la MEPLF de la nouvelle Commission Consultative d'Evaluation des Normes (CCEN) du Comité des Finances Locales (CFL) lorsqu'un texte d'origine communautaire nous semble avoir des conséquences financières pour nos collectivités
- 4-** Nous estimons enfin indispensable la généralisation d'études d'impact régulières des normes communautaires en droit français pour des raisons de bonne information des associations nationales d'élus



➤ La sécurisation du cadre juridique des services d'intérêt général

Le protocole annexé au traité de Lisbonne n'est pas suffisant.

Les présidents ont rappelé leur volonté de voir la Commission proposer une directive cadre pour les services d'intérêt général qui préserve les services publics locaux. Les services d'intérêt général, dont font partie les services publics locaux, occupent une place essentielle dans les modèles de société français et européens. Garants de la cohésion sociale, économique et territoriale, au service de l'intérêt général, ils sont aujourd'hui fragilisés par une confusion des concepts utilisés au niveau communautaire et par une incertitude relative au droit du marché intérieur applicable.

Les associations membres de la MEPLF sont inquiètes.

Elles estiment que l'incertitude maintenue, par la Commission, est préjudiciable au devenir des services publics locaux, laissant à la seule Cour de Justice des Communautés Européennes de distinguer in fine entre la frontière entre SIEG et SIG. Cette clarification sera en mesure d'apporter aux services locaux d'intérêt général une garantie juridique au regard des règles de concurrence et de financement. Elles regrettent que la Présidence française n'aient pas été le moment d'une reprise de discussions sur le thème de la directive cadre, qui aurait doté l'ensemble des services d'obligations identiques et de principes communs.

L'application du paquet Monti-Kroes en France est l'objet d'une attention toute particulière de la part des associations membres, qui ont organisé à la Mairie du VI^{ème} arrondissement une conférence notamment sur le thème des SSIG.

Nos cinq associations ont aussi participé aux auditions de la Mission Thierry au SGAE, en charge d'établir les conditions de transposition en France de la directive Service et du paquet Monti-Kroes, en matière d'aides et de subventions des collectivités locales aux services d'intérêt économique général (SIEG), dont les services sociaux.

➤ La politique de cohésion.

Alors que celle-ci fait l'objet de nombreux débats, **le « maintien de cette politique, qui a fait ses preuves, est essentiel au développement des territoires »** ont rappelé les présidents le 4 juin 2008. Ils souhaitent notamment éviter une renationalisation de cette politique et la disparition de « l'objectif compétitivité et emploi ».

La cohésion territoriale est devenu un des objectifs de l'Union européenne au même titre que la cohésion économique et sociale.

Tous les territoires doivent continuer à profiter de la politique de cohésion, des moins développés aux plus compétitifs. Il est indispensable de maintenir, au-delà de 2013, une politique de cohésion dotée de fonds suffisants pour le financement de ses missions. Le fléchage des fonds devrait être moins restreint.

Les objectifs de la stratégie de Lisbonne doivent rester prioritaires. Cependant si la politique de cohésion participe à la réalisation de ces objectifs, elle ne peut se cantonner à ceux-ci. **La gouvernance multi niveaux doit être renforcée et améliorée, dans l'esprit du principe de partenariat entre la Commission, les Etats membres et les collectivités territoriales inscrit dans les règlements.**

Les associations membres de la MEPLF participeront en commun à la consultation du livre vert sur l'avenir de la politique de cohésion. Elles souhaitent être soutenues dans leur démarche par l'Etat français auprès des institutions européennes.



➤ L'environnement et le développement durable

Les Présidents ont rappelé le 4 juin dernier l'engagement des collectivités en faveur du développement durable et ont déclaré que les collectivités étaient prêtes à contribuer aux objectifs du **paquet énergie-climat** : d'ici 2020 diminuer de 20% les gaz à effets de serre, porter à 20% la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique européen, améliorer l'efficacité énergétique de 20%.

La MEPLF salue tout d'abord le vote en première lecture à l'Assemblée nationale l'adoption du **Grenelle de l'Environnement**, qui est le signe tangible des engagements environnementaux de la France au sein de la politique de développement durable de l'UE et souhaite que les engagements du Grenelle et les engagements européens soient cohérents.

M. Jean-Pierre Jouyet, Secrétaire d'Etat en charge des affaires européennes



- Né le 13 février 1954
- Nationalité : Français

Formation

- Ecole nationale d'administration (Ena), promotion Voltaire

Carrière

- **Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes** depuis 2007
- Chef du service de l'Inspection générale des finances, depuis 2005
- Administrateur de France Télécom, de 2002 à 2004 et depuis 2006, et de la Fondation nationale des sciences politiques, depuis 2006
- Président du Club de Paris, de 2000 à 2005
- Président de Barclay Bank France, en 2005
- Ambassadeur chargé des questions économiques internationales au ministère des Affaires étrangères, de 2004 à 2005
- **Directeur du trésor** au ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, de 2000 à 2004
- **Directeur adjoint au cabinet du Premier ministre**, de 1997 à 2000
- Avocat associé au cabinet Jeantet & Associés, de 1995 à 1997
- **Directeur adjoint**, de 1991 à 1994, puis **directeur de cabinet**, de 1994 à 1995, **du président de la Commission européenne**
- Directeur de cabinet du ministre de l'Industrie, du Commerce extérieur et de l'Aménagement du territoire, puis du ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, de 1988 à 1991
- Chef de bureau au service de la législation fiscale du ministère de l'Economie et des Finances
- **Inspecteur des finances**, en 1980
- Maître de conférences à l'Ena, en 1982 et depuis 2006
- Chargé de cours, de 1996 à 1997, puis professeur associé, depuis 2006, à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris